

Le monde du travail sous Macron : moins de solidarité, plus d'islamisation

écrit par Maxime | 10 janvier 2023



On a bien souvent eu l'occasion de constater que le nouveau droit du travail, depuis Hollande et sa ministre d'alors, « El Khomery », faisait la part belle à l'islam en entreprise...

<https://resistancerepublicaine.com/?s=islam+entreprise>

Les employeurs invités à célébrer le ramadan, contraints de subir l'assaut des signes islamiques dans l'espace professionnel sans pouvoir l'interdire en principe, au nom d'une « liberté d'expression » dévoyée, la liberté d'imposer l'islam se faisant au détriment de celle de ne pas le subir, alors que la laïcité pourrait permettre de revenir à une neutralité plus conforme à l'objet du contrat de travail, fournir une prestation de travail.

<https://resistancerepublicaine.com/2016/11/08/voile-dans-les-entreprises-le-vade-mecum-de-el-khomry-na-aucune-valeur-juridique/?print=pdf>

Alors que, dans ce domaine, les droits fondamentaux sont un prétexte à tout et n'importe quoi, force est d'observer que depuis les années Hollande, et encore plus sous Macron, le monde du travail est devenu dictatorial pour les autres salariés.

Et ce sont les salariés eux-mêmes qui sont les meilleurs pour se pourrir mutuellement la vie. Macron, grand praticien du sport consistant à stigmatiser les autres, les diminuer, les humilier et les mettre en concurrence, a insufflé plus de sauvagerie dans la vie professionnelle.

D'ailleurs, l'islam n'étant pas une religion de compassion, contrairement au christianisme, la classe dominante a tout intérêt à en faire la promotion, afin de diviser pour mieux régner.

Le monde du travail est devenu plus brutal, le rôle du Droit, de la justice y a reculé considérablement.

Le fait même pour un salarié de menacer son employeur d'aller au tribunal pour faire reconnaître ses droits a été considéré par la Cour de cassation comme un abus justifiant qu'il soit licencié...

<https://www.revue-fiduciaire.com/actualite/article/le-salari-e-qui-multiplie-les-menaces-commet-un-abus-de-droit-justifiant-son-licenciement>

C'est dire comment en 5 ans, **Macron a réduit les travailleurs à du bétail**, avec la bénédiction de Mélenchon l'immigrationniste fou qui préfère Macron à Marine le Pen la progressiste.

Depuis l'année dernière, la loi prévoit que le salarié qui ne se présente pas à son poste est présumé démissionnaire. Le couperet tombe vite...

Le salarié peut être jeté comme un mouchoir avec le plafonnement des indemnités de licenciement même en cas de manquement grave de l'employeur, ce qui est même contraire au droit européen.

Le gouvernement a même publié un guide pour faciliter les licenciements...

<https://resistancerepublicaine.com/2020/08/19/le-gouvernement-publie-un-guide-pour-aider-les-employeurs-a-licencier/>

Au jour de carence, s'ajoute, dans les « déserts médicaux », que le lobby médical, préservé, chouchouté par Macron, entretient **l'impossibilité d'obtenir un arrêt de travail dans les 48 heures exigés par la Sécurité sociale**. Le salarié très malade est contraint de prendre des jours de congé, ou bien de se présenter à son poste et de contaminer les autres, voire crever sur place, faire un malaise...

Le gouvernement aurait pu imposer qu'un médecin du travail soit habilité, dans chaque entreprise, à délivrer les arrêts maladie, afin de permettre l'égalité devant la loi de l'ensemble des travailleurs. Il n'en a rien été.

Au contraire, médecine du travail et inspection du travail ont perdu leur autorité. La guerre déclarée au droit du

travail remonte à 2015, avant même son élection...

<https://www.cairn.info/revue-apres-demain-2015-2-page-34.htm>

Le monde du travail est devenu délation, calomnie, méchanceté, il n'y a plus de valeur de solidarité. Et on croit parfois revivre les heures les plus graves de l'Histoire.

Dans mon milieu professionnel, un collègue légèrement handicapé mental est devenu le bouc émissaire de la collectivité de travail. Sous calmants après un grave accident qui a provoqué son handicap, il a été poussé à bout par plusieurs personnes qui voulaient voir comment il réagissait quand il perdait ses nerfs. Blessé par les moqueries, les tentatives de déstabilisation, il a surréagi et s'est trouvé du jour au lendemain mis dans un coin, rejeté par les autres avec le soutien de chefs plus pleutres les uns que les autres qui ont choisi de se mettre « du côté de la meute ».

Un autre collègue s'est trouvé rapidement rejeté car il travaille à mi-temps pour s'occuper de ses enfants, un rôle pendant longtemps dévolu à la femme... Cela a été très mal vu et le pauvre ne subit que rejet et mépris au quotidien.

L'ultraféminisme s'est fait au détriment des hommes. Alors que jamais un employeur n'oserait demander à une femme d'abandonner son temps partiel, certains n'hésitent pas à le faire à l'égard d'hommes, ce qui montre bien que cette prétendue égalité n'en est pas une.

L'ouverture à la diversité s'effectue souvent en sens unique, les femmes sont devenues « intouchables », la moindre contrariété apportée à une collègue féminine risque d'être analysée comme du harcèlement, tandis que si le collègue est d'origine africaine, ce sera du racisme.

Nos valeurs de droit, de justice, d'universalisme,

connaissent un net déclin sous Macron. Ce qui est encouragé désormais, c'est le sens de la meute, se ranger sous la loi du plus fort, s'acharner contre les faibles.

Qui plus est, Macron nous ruine, en plus d'attiser les haines sociales. Alors qu'on aurait pu s'attendre à ce que le sentiment de « trop peu » conduise plutôt à renforcer le corps social autour d'une idée commune de fraternité entre gens qui se ressemblent, au contraire Macron a réussi le tour de force de monter les autochtones les uns contre les autres, en faisant la promotion d'un mondialisme contraire à l'idée nationale.

On a déjà vu d'ailleurs comment **le gouvernement finance une campagne qui fait passer les Français de souche pour des fainéants...**

<https://resistancerepublicaine.com/2022/11/14/sur-facebook-le-gouvernement-organise-le-grand-remplacement-des-soignants-suspendus/>

Les valeurs universelles ont reculé ; la dignité du travailleur est aussi bien entendu menacée par l'allongement du temps de travail et notamment le report de l'âge à la retraite qui aura pour effet de contraindre de plus en plus de « petits vieux » à aller travailler quotidiennement alors qu'ils sont usés et auraient droit à un repos mérité...

Nous atteignons un niveau élevé d'asservissement et de coups bas, la seule limite semblant être finalement la protection des populations allogènes et spécialement musulmanes, ainsi que les femmes présumées plus faibles par un ultraféminisme contreproductif.

Les « fourmis vindicatives » savent qu'elles peuvent s'en prendre à leurs semblables mais gare à certains collègues qui, à la première incartade, crieront au racisme, à la discrimination ou au sexisme.

Des salariés sous pression, sachant que « les autres » sont intouchables, s'en prennent à leurs pareils pour évacuer leur trop plein de frustration, d'anxiété, de déconvenues...

Dans leur désarroi, les travailleurs français ne peuvent pas même compter sur les syndicats, pour la plupart de véritables officines politiques qui acceptent largement le pouvoir discrétionnaire de l'employeur et passent plus de temps à appeler à manifester contre Zemmour qu'à défendre le salarié victime d'oppression et d'injustice.

<https://resistancerepublicaine.com/?s=syndicat>

Syndicats qui se sont notamment distingués par leur abandon des travailleurs, une nouvelle fois, face à l'oppression sanitaire.

La promotion interne est favorisée dans la fonction publique au détriment des diplômés et du concours externe, seuls garants d'une appréciation objective sur la valeur d'un candidat puisque le candidat promu en interne, est, par hypothèse, déjà connu de la hiérarchie et peut donc bénéficier des bienfaits d'un réseau professionnel fait d'entregent et de soumission.

<https://www.lagazettedescommunes.com/740174/avancements-individuels-lavis-des-syndicats-compte-encore/>

Et les syndicats, participant pour beaucoup à cette médiocratie démagogue, encouragent en majorité la promotion interne qui se réalise au détriment d'une formation intellectuelle générale et théorique qui permet aux savoirs universitaires les plus variés de perdurer, d'être transmis.

<https://cotesud33.org/category/solidaires/>

Cette place laissée à la promotion interne est également mauvaise pour les relations de travail, chacun ayant intérêt à voir l'autre en difficulté puisque son prochain est

potentiellement un concurrent pour l'obtention d'un poste plus élevé.

Certes, ce n'est pas Macron qui l'a inventé et cela existe déjà dans le privé. Mais qu'il en aille de même dans le public, c'est plus gênant car le public est censé donner l'exemple en matière de neutralité et de promotion du mérite par le concours (article 6 de la Déclaration de 1789). Macron gérant une « start-up » Nation, il n'y a rien d'étonnant à cela...

Enfin, le mépris du travail salarié résulte aussi de l'absence de revalorisation suffisante des traitements et salaires face à l'inflation.

On se dirige vers un retour du servage pour une grande partie de la population, qui passera sa vie à travailler pour payer ses factures les plus élémentaires...

L'absence de solidarité au sein du monde du travail apparaît aussi à cette occasion puisque l'appauvrissement des travailleurs est accepté sans réaction de masse.

L'objectif, diviser pour mieux régner, est atteint.